



Les Bibliothèques Universitaires du Sud :de la virtualité à la réalité

Ksibi Ahmed

Institut Supérieur de Documentation

Tunis

ahmed.ksibi@isd.rnu.tn

Date of 2nd Version : 03/07/2006

Meeting:	072	Academic and Research Libraries
Simultaneous Interpretation:	-	

*WORLD LIBRARY AND INFORMATION CONGRESS: 72ND IFLA GENERAL CONFERENCE AND COUNCIL
20-24 August 2006, Seoul, Korea
<http://www.ifla.org/IV/ifla72/index.htm>*

Résumé

Le constat de défaillances des projets de la bibliothèque virtuelle en Tunisie nous a incité à réfléchir sur la question du passage aux réseaux pour les bibliothèques universitaires du Sud se trouvant parfois dans une situation de " carence absolue". Sans une rationalisation de la gestion, la virtualisation par la connectivité et l'émigration des activités vers un cybermonde immatériel, intemporel et inhabitable pourraient conduire à des espaces d'informations de plus en plus éphémères chaotiques.

Malgré le lancement en 1996 du projet de bibliothèque virtuelle appelé BIRUNI (Bibliothèque Informatisée pour la Rénovation Universitaire) , et l'acquisition du matériel et d'un logiciel VIRTUA(VTLS) performant et coûteux, les bibliothèques universitaires se caractérisent toujours par la l'inefficacité de leurs services d'information, plus une dégradation croissantes de leurs collections et de leurs ressources.

Pour dépasser les défaillances actuelles mon propos est d'essayer de cerner les principales mouvances, les tensions et les problèmes de l'enseignement supérieur et dans le but déceler leurs impacts sur les bibliothèques et d'entrevoir ainsi des perspectives. Pour cela il fallait émettre quelques hypothèses, présenter une démarche et rappeler les principes de base . Parmi les hypothèses : cette étude de cas de la Tunisie ,dont la configuration socio-économique médiane, pourrait postuler que l'expérience Tunisienne est exemplaire pour le Tiers monde, et par conséquent les propos et les conclusions pourraient être extrapolés aux pays du Sud. L'argument selon lequel les bibliothèques universitaires devraient tenir dans l'enseignement tertiaire est un rôle crucial pour l'entrée de la société de l'information est une hypothèse de plus en plus admise .

L'étude comporte trois volets : le premier a été consacré aux tendances de l'enseignement supérieur et à un état des lieux des bibliothèques universitaires du Sud dans un contexte d'accroissement des effectifs étudiants et de stagnation du financement public ; le deuxième concerne la gestion du passage de l'informatisation vers la connectivité pour la production, la dissémination des connaissances ; le troisième est un système normatif pour instituer la diversité culturelle et linguistique et promouvoir la communauté d'esprit pour la circulation des idées et l'accès universel à l'information.

University libraries in the South : From virtual to real

Ksibi Ahmed

The High Institute of Documentation of Tunis / University of Manouba

This proposal presents the challenge that the higher education libraries, in the developing countries, will face and suggests some alternatives. The New Information and Communication Technologies" NICT" are revolutionizing the 3 pillars of higher education (lectures, laboratories, and libraries) as well as adding new dimensions to learning.

This proposal introduces examples of the contradictions between global and local resources, the opposition between the great potential of virtual libraries and the adjustment of their information services and products to specific users need...and also presents certain dangers of global virtualisation.

Despite the starting up in 1996 of the project Digital Libraries for Universities' Renovation in Tunisia, financed by the World Bank (BIRD 3456 / TUN – PNRU) and the acquisition of virtual library software (VTLS) the conditions of academic libraries are far from satisfactory. These libraries are not outstanding because they haven't reorganized their services and they still suffer from several shortcomings. The services could not level the ever-growing needs of the beneficiary elites, that is, the increasing research and higher education community.

Even with the University National Network (RNU) equipments, the research and educational establishments (EER)sophisticated infrastructures of telecommunications reports indicate virtual system failures and the dysfunction of documentary resources management: insufficient planning of the introducing NICT is causing global ineffectiveness, lack of capitalization and waste of information resources .

A step by step realistic approach guarantees a better integration of NICT: first computerization of administrative functions and control services , then digitalization of the internal collections and resources , and finally virtualization, contribute to rational management of library services.

Virtual university is facing the danger of becoming a multinational industry; higher education is becoming a globalized 'market' without moral values. There is a risk of 'infopoverty' due to the economic imbalance between the countries of the North and those of the South disqualifies the latter. The scientific excellence of the developed countries will have to share the poorest countries .

This article tries also to show that new methods and terms should be involved for the 'cybrarians'. They will have to master this new environment and be mentally prepared for updating their knowledge and their ethics. The need is growing for action to defend their real values: freedom of access to information, public services.. conform to IFLA statements: [IFLA Statement on Open Access to Scholarly Literature and Research Documentation](#), and to suggest academic libraries statements to safeguard their code "deontology".

Virtual academic libraries should be the open portals for knowledge in the service of shared collective intelligence, that main source of the circulation of knowledge, by promoting asynchronous learning resources, a new inter-actor relationship and 'lifelong' education.

Introduction

L'âge nouveau, celui de la mondialisation, de la société de l'information et des bouleversements scientifiques et techniques, a eu des conséquences déterminantes sur le rôle que joue les universités dans la société. D'aucuns considèrent que l'évolution vers « la société cognitive » est tributaire de l'institution universitaire capable de préparer une élite, qui encadre un environnement scientifique et technique, viviers de connaissances et pépinière nécessaire pour l'émergence des nouvelles technologies.

Elles font certainement face aux plus grands défis qu'elles ont dû affronter depuis leur création. Leur environnement subit une triple explosion – du nombre d'établissements et d'étudiants ainsi que des connaissances¹. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication « NTIC » et l'évolution des méthodes d'enseignement par l'infiltration de « nouveaux régimes » de transmission de la connaissance sont les deux principaux facteurs de transformation de l'université et de ses bibliothèques.

Les répercussions s'en ressentent dans les bibliothèques universitaires qui subissent des transformations rapides et successives..

Cette note rapporte les caractéristiques des mutations que connaît l'enseignement supérieur au sein de la nouvelle « société cognitive » les perspectives des BU, et les opportunités d'avenir, notamment celles offertes par les « NTIC » .

1-Les tendances actuelles de l'université au sein de la nouvelle « société cognitive »

Les sociétés en mutation font de l'éducation et de la qualification des éléments essentiels de la compétitivité des entreprises et de l'employabilité des individus. Promouvoir l'investissement en ressources humaines a un impact sur la croissance économique. Ce principe a été démontré, il y a deux décennies, par le lauréat du prix Nobel, l'Indien Amartya Sen, pour qui le critère du développement d'un pays est déterminé par les capacités des individus et leurs choix de vie. Ceci a été aussi confirmé par l'étude récente effectuée par l'UNESCO et l'OCDE ²,concluant que les investissements en capital humain des deux dernières décennies ont probablement valu, à l'économie des 16 pays émergents un demi-point supplémentaire du taux de croissance annuel.

Le rôle déterminant de l'enseignement supérieur dans les sociétés émergentes basées sur la connaissance suscite des craintes profondes parce que l'on parvient mal à en préciser les contours.

Il s'agit de cerner les mouvements successifs par lesquels les universités ont été affectées. L'émergence du grand marché mondial de l'éducation tertiaire impose une internationalisation plus grande des formations, accroît la privatisation des systèmes éducatifs et accélère le développement des universités virtuelles.

Ces mouvements ont déterminé des tendances générales qui obligent tous les intervenants et les acteurs à suivre le pas: la mondialisation, l'enseignement supérieur, la commercialisation, la massification, et la virtualisation.

1.1 – L'internationalisation de l'enseignement supérieur : un rêve inachevé, qui a viré au cauchemar.

La mondialisation de l'économie, du commerce, des finances et des services ont incorporé l'éducation, la culture et la communication. La mondialisation a de fortes similarités avec cette universalité du savoir à laquelle l'université souscrit depuis des siècles. L'universalité

¹ - Les Nouvelles(La lettre d'information publiée par le Bureau international des Universités) Octobre 2004 - Vol. 10 n° 5

² - UNESCO/OCDE : Le financement de l'éducation – investissements et rendements. 2002.

universitaire, souvent assimilée comme l'apothéose de la société cognitive, est en contradiction avec la nouvelle version de l'hypermarché du savoir. Les idéaux de l'Humanisme de regrouper tout le monde d'égalité sous la bannière du « libre échange des idées et du savoir », sont défiés par un capitalisme prédateur. Les entreprises multinationales, de nouvelles forces supranationales, utilisent au mieux les contradictions entre peuples, civilisations, droit national et droit international pour exploiter toutes les ressources en maximisant leurs profits, sans aucune responsabilité planétaire, culturelle ou sociale, que leur puissance économique devrait, à priori, leur faire assumer. Les hégémonismes spéculateurs font que ces rêves se tournent en frayeurs.

Le contexte de la mondialisation, processus économique centrifuge, a intégré l'éducation et la formation des ressources humaines, lesquelles étaient traitées comme un droit fondamental de l'être humain érigé en bien public. En tant que centres de création et de diffusion des savoirs, les universités ne sont pas tenues à l'écart de ce phénomène : elles sont de plus en plus formulées en termes de bénéfices économiques. L'idée selon laquelle l'enseignement supérieur devrait de même répondre aux lois du marché a gagné du terrain,

-Le processus d'internationalisation de l'enseignement supérieur comme une approche globale des stratégies politiques et la convergence technologique nécessitant une standardisation accrue³. La mission des acteurs principaux⁴ de la normalisation réside dans « un travail collaboratif entre le secteur privé et public afin de développer des normes communes, des outils et du contenu d'apprentissage, tous indispensables aux futurs environnements d'apprentissage ». Le développement standard des objets d'apprentissages doivent répondre à des spécifications qui sont : l'accessibilité, la « réutilisabilité », l'adaptabilité, la durabilité et l'interopérabilité.

L'uniformisation des systèmes de l'enseignement supérieur est accomplie grâce à un grand nombre d'initiatives et sont enrichies par des projets qui sont élaborés à un niveau régional et international. L'harmonisation (tuning) » des structures éducatives est particulièrement forte en Europe par le lancement, en 1999, du processus de Bologne . Celui-ci adopte des structures et les programmes d'études communs à trois niveaux, conformes aux cursus « Américains », aux étapes étasuniennes (Licence/Maîtrise/Doctorat, LMD correspondant au BA/MA/Ph.D Américains.) avec la modularisation et le système de crédit. Ce processus, permettant « la flexibilité et la comparabilité internationale »⁵, a été suivi en Tunisie. Le passage au système LMD se fait depuis 1996 de manière progressive.

La convergence des tendances de l'enseignement supérieur est un développement positif, dans la mesure où les étudiants peuvent choisir plus facilement les programmes, le rythme et la durée d'études. Ils peuvent plus facilement se mouvoir d'un niveau d'enseignement supérieur à un autre.

³ Comité ISO/IEC JTC1/SC36 sur les normes des technologies de l'information pour l'apprentissage

⁴ - Le consortium du système de gestion des apprentissages *instructional management system* « IMS » et le ADL (Advanced Distributed Learning Initiative) subventionné par le Département de la Défense de l'armée des États- Unis

⁵ - La réforme LMD en Tunisie, Note de cadrage/ Direction Générale de la Rénovation Universitaire/Ministère de l'Enseignement Supérieur . Mars 2006

L'adoption de critères communs, avec des mécanismes qui sont élaborés à un niveau régional et international facilitant la reconnaissance des études et des qualifications, favorisent ainsi, la mobilité et la coopération internationale en général.

Cependant il faut souligner à la fois les dangers et les opportunités des politiques et programmes européens pour l'ensemble de la méditerranée et des régions dépendantes. Cette tendance peut affecter ou diminuer la diversité de l'enseignement supérieur dans le monde, qui est issue de ses besoins nationaux et locaux, historiques et traditionnels.

Les systèmes éducatifs se trouvent aujourd'hui confrontés à une demande accrue de la part des jeunes. Les jeunes qui ne sont pas admis à l'université n'ont guère de chance de trouver un emploi sur le marché du travail, aggravant ainsi le problème du chômage. La demande répond aux grandes aspirations de la part de leurs parents, qui sont, eux aussi, sollicités à renouveler leurs compétences pour conserver leur emploi ou en conquérir un nouveau. Ils sont parfois soucieux, avec les "jeunes" retraités, de préoccupations culturelles, et en viennent même à revendiquer actuellement dans les pays très avancés l'apprentissage à vie (Lifelong Learning).

Par cette pression la fin du 20e et le début de ce siècle resteront dans l'histoire comme une période qui a connue la plus forte progression de l'enseignement supérieur

1.2-Massification : expansion quantitative et diminution qualitative : la tendance vers un enseignement supérieur de masse qui a débuté au milieu des années 60 dans les pays avancés, et l'essor de l'enseignement supérieur dans les pays en développement, font qu'actuellement, le seuil historique de 100 millions d'étudiants dans le monde a été dépassé. L'enseignement supérieur a continué à croître quantitativement d'une manière exponentielle: les inscriptions se sont multipliées par 6 au plan mondial, passant de 13 millions en 1960⁶ à 160 millions dans vingt ans d'après les projections de la banque d'affaires américaine Merrill Lynch.⁷ On enregistre des augmentations importantes du nombre d'étudiants dans toutes les régions, en particulier dans les pays en développement et dans les pays en transition. Dans ceux-ci, la pression sur les admissions continuera à grandir exponentiellement en raison des facteurs démographiques d'autant plus que l'enseignement supérieur était à la traîne avec un niveau d'accès qui demeure, malgré tout, très faible.

En Tunisie, la population étudiante approchait le nombre de 68. 535 en 1990. Elle a pratiquement triplé en 2000 arrivant au nombre de 207.388 : elle atteint actuellement, en 2006, le nombre de 429. 894 étudiants.

Parallèlement l'enseignement supérieur a connu un affaïssement du niveau des apprenants qui sont devenus de qualité médiocre, pour ne pas dire déplorable. Diagnostic d'une jeunesse inculte et illettrée, parfaitement confirmé depuis deux décennies par des études et des enquêtes des sciences de l'éducation⁸. La baisse de la qualité ne concerne pas seulement les jeunes des pays en développement puisque le fléau a été détecté essentiellement dans des pays développés⁹. Les formations et diplômes distribués se vident progressivement de tout contenu

⁶ - Cynthia Guttman.- L'éducation dans et pour la société de l'information. Paris : UNESCO,2003 (Publications de l'UNESCO pour le Sommet mondial sur la société de l'information)

⁷ --. UNESCO.-Rapport de synthèse sur les tendances et les développements dans l'enseignement supérieur depuis la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur(CMES),(1998-2003)- Paris ,2003

⁸ -Allan BLOOM.- L'âme désarmée.- Paris :Julliard,1987 .

⁹ - Les enquêtes internationales PISA et celles sur la « littératie » des adultes de l'OCDE montrent que le niveau actuel est bas, avec un fort taux d'illettrisme, voir l'IALS ou « International Adult Literacy Survey » (OCDE et Statistique Canada, 2000), a été menée par 22 pays.

et leur possession de connaissance garantit de moins en moins la qualification professionnelle ou la possession d'une culture.

Cette augmentation massive déprécie la qualité des ressortissants, alourdit le financement provenant principalement de fonds publics. Cette situation a conduit à envisager des solutions commerciales au problème.

1.3 La commercialisation de l'enseignement supérieur : les responsables gouvernementaux dans les domaines éducatifs mettent sur pied des nouveaux partenariats commerciaux de prestataires de formation : « d'entreprises universitaires », d'alliances entre universités et sociétés de médias ou de maisons d'édition, des institutions "pour-bénéfice" etc... C'est dans ce contexte qu'un marché potentiel de l'enseignement supérieur de plusieurs milliards de dollars est apparu (dans la zone OCDE, les exportations de services d'éducation ont représenté au moins US\$30 milliards en 1999¹⁰).

La libéralisation des « services d'éducation » et d'autres services publics, « services de santé » par exemple, dans le cadre de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS¹¹) au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a suscité une campagne d'opposition et un tollé général. Les associations opposées, représentant plus de 5500 institutions américaines et européennes¹² préconisent le gel des négociations commerciales sur les services d'éducation au sein de l'OMC et vont jusqu'à rejeter de manière radicale la commercialisation des services d'éducation¹³.

Les protestations sont justifiées puisque l'essentiel des échanges internationaux de services l'enseignement supérieur a lieu au sein de la zone OCDE, qui accueille 85 % des étudiants étrangers recensés dans le monde. Le commerce international dans les pays de l'OCDE, a également pris des formes nouvelles comme l'implantation de campus de certaines universités à l'étranger ou la fourniture transnationale de services à distance grâce à la formation en ligne¹⁴. Le volume de la formation en ligne fourni par les institutions privées a augmenté de 68 % en 1999 et le chiffre d'affaires est évalué à 365 milliards de dollars pour l'année 2003¹⁵. Avec de tels chiffres, la compétitivité à l'échelle internationale est devenue inéluctable.

1.4-La virtualisation : le nombre de termes et d'expressions différents, qui sont utilisés autour des concepts d'enseignement virtuel, d'éducation à distance, d'éducation ouverte ou d'enseignement en ligne, prêtent à confusion. Un travail de classification se justifie levant les malentendus afin de distinguer les grands axes historiques et prospectifs.

L'éducation à distance a connu une histoire assez longue par rapport aux nouveaux concepts, partant des études par correspondance jusqu'aux systèmes soutenus par l'audiovisuel à distance (basés sur satellite). *L'enseignement virtuel*, utilisant l'Internet, a connu un essor

¹⁰ - Cynthia Guttman, op. cit.

¹¹ - AGCS signé à Marrakech en 1994

¹² Kurt Larsen, Stéphan Vincent-Lancrin.- Le commerce de l'éducation : un nouvel enjeu international ? . Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement.- in : *L'Observateur de l'OCDE* : février 2003

¹³ - la Déclaration de Porto Alegre signée en 2002 par des associations et des universités publiques ibériques et latinoaméricaines. Cette déclaration rejette de manière radicale la commercialisation des services d'éducation.

¹⁴ -L'Australie, par exemple, exporte de plus en plus de services d'éducation post-secondaire(28 % de l'ensemble des étudiants internationaux, en 2001, fréquente des campus établis en dehors) tandis que les autres (9 %), de plus en plus nombreux, suivent, depuis l'étranger des enseignements à distance.

¹⁵ - UNESCO.-Rapport de synthèse sur les tendances et les développements dans l'enseignement supérieur. Op.Cit.

considérable d'abord dans les universités américaines et maintenant européennes grâce au boom du net, réseaux qui a teinté depuis une décennie toutes les activités humaines (e-économie, e-learning, e-business..). Le concept d'Université virtuelle est une combinaison de différents outils technologiques dans la perspective d'un changement radical de l'équation pédagogique qui permet de :

- nouveaux modes de communication savante ;
- une nouvelle relation entre les acteurs, accès à l'information directement au poste de travail ;
- un apprentissage asynchrone, une formation continue ;
- collaboration accrue et partage des ressources ;
- disponibilité des ressources documentaires numériques ;

Le progrès phénoménal des NTIC dans la formation universitaire, et plus particulièrement la formation à distance, fait pleine preuve de leur capacité à réduire les coûts à et améliorer l'accès à l'enseignement supérieur.

L'éducation ouverte et l'enseignement en ligne deviennent ainsi des pratiques courantes dans les universités dont la configuration devient complexe.

Les projets les plus prometteurs sont ceux qui s'appuient sur une infrastructure et un travail historique et qui ont su suivre les progrès de la technologie (UK Open University, projets Canadiens...). Elles comportent des universités – dont certaines ont plus de 100 ans d'existence – qui ont à la fois des activités sur le campus et à distance. *En Amérique du nord* - Penn State University: la référence historique américaine.- Le campus virtuel de l'Université de Stanford. - Simon Fraser University, British Columbia,...la liste est longue : 60 % des universités des Etats-Unis ont aujourd'hui des programmes d'enseignement virtuel. À côté d'elles, l'*Open University* du Royaume-Uni, « méga université », leader européen , avec plus de 100 000 étudiants, a développé des initiative (un procédé de large diffusion appelé Stadium, qui lui permet de transmettre des cours sur le Net à plusieurs milliers d'étudiants). Dix des plus grandes universités du monde sont situées dans des pays en développement, rayonnant aussi au-delà des frontières¹⁶. L'Université virtuelle africaine (AVU) créée en 1997, s'adresse à des étudiants de 17 pays d'Afrique anglophone, francophone et lusophone. Elle a pour mission d'élargir l'accès à l'enseignement supérieur et permanent, et d'améliorer les possibilités de connexion dans les centres d'étude et les universités où elle est hébergée et de dispenser une formation en ingénierie, en informatique et en affaires. En 2002, l'AVU a formé plus de 24 000 étudiants qui ont effectué un cycle complet d'études, et plus de 3 500 professionnels ont participé à des séminaires pour hauts responsables et gestionnaires.

L'université virtuelle francophone, étant donné la nature même du concept, ne peut se concevoir que comme un méta-projet. Dans son sillage, une université virtuelle Tunisienne a été lancée, l'UVT, qui a pour objectif d'être un grand centre de formation régional. Le Ministère de l'Enseignement supérieur « MES » a ainsi arrêté plusieurs objectifs pour développer les supports numériques ; recourir aux plate-formes de téléenseignement (l'objectif est qu'en 2006, 20% des cours soient assurés en non présentsiels). Un très réel effort est ainsi entrepris pour atteindre ces objectifs et certaines réalisations ont déjà vu le jour : inscription en ligne des étudiants, communication des résultats des examens en ligne, logiciels d'emploi du temps, quelques cours numérisés et didacticiels.

¹⁶ -. UNESCO -.Rapport final : L'éducation dans et pour la société de l'information, Paris, 17-18 octobre 2002

Cependant le e-learning de l'UVT est en butte à de nombreuses critiques. La carence de la culture institutionnelle, le manque de réflexion sur la pédagogie, et le manque d'infrastructures constituent autant de freins au développement de ce type de formation. Créer une université virtuelle suppose un processus d'évaluation s'articulant autour des critères de la qualité et de la performance. Parmi les critères d'évaluation « benchmarking » relatifs à l'E-learning : l'accès à une bibliothèque virtuelle est exigé.

2- La Bibliothèque Virtuelle et la société de l'information

Les rôles qui sont impartis au bibliothèque dans la production et la reproduction du savoir sont reconnus par toutes les normes d'enseignement et ont été consacrés par les instances nationales et les conventions internationales.

En contribuant à enrichir leurs rapports des étudiants au savoir, les fonctions qu'occupent les BU pour les aider à comprendre et approfondir les leçons sont essentielles à l'acquisition de l'autonomie dans l'accès à l'information. Elles constituent ainsi un élément d'amélioration de la réussite des étudiants et d'accomplissement des recherches scientifiques et techniques.

Les BU devraient être un service de documentation serti dans les trames de son environnement. Ils assurent le rôle d'interface du secteur de l'information entre les institutions universitaires et de recherche, les autres instances documentaires, les acteurs et les utilisateurs.

L'implication des BU pour l'entrée de la société de l'information doit s'inspirer d'une vision positive envers les bibliothèques, inscrite dans des déclarations de principe¹⁷ et le plan d'action et dans un ensemble de cibles établies au plan international¹⁸, envers lesquelles la majorité de nations se sont engagées.

Il faut s'inscrire dans les efforts de l'IFLA, et ce, pour faire reconnaître, *la position centrale des bibliothèques dans la société de l'information*¹⁹. Il s'agit de plaider la nécessité de rehausser le rang des bibliothécaires et des bibliothèques, comme acteurs principaux de l'instauration de la société de l'information et ce, en tant que, médiateurs entre ressources informationnelles et usagers.

Les Bibliothèques Virtuelles mettent à disposition des ressources et des services non contingentés par la distance ou le temps. A partir de ces ressources « extra muros » l'apprenant serait au coeur du dispositif virtuel, construisant ainsi lui-même ses connaissances.

¹⁷ - La déclaration de principe du Sommet mondial de la société de l'information 2003 stipule qu' « Il faudrait renforcer les institutions publiques telles que les bibliothèques, les archives, de manière à promouvoir la préservation des archives documentaires et un accès libre et équitable à l'information. »

¹⁸-Je rappelle juste quelques paragraphes du plan d'action au Sommet mondial de la société de l'information: « - Alinéa B Objectifs, buts et cibles :-d) connecter les bibliothèques publiques, les centres culturels, les musées, les bureaux de poste et les services d'archives aux TIC; »-Alinéa C8 Diversité et identité culturelles, diversité linguistique et contenus locaux -b) Elaborer des politiques et des législations nationales pour permettre aux bibliothèques, archives, musées et autres institutions culturelles de jouer pleinement leur rôle de fournisseurs de contenu - savoirs traditionnels compris - dans la société de l'information, et plus particulièrement de donner accès en permanence aux informations archivées. »

¹⁹ - Voir dans les actes lors du pré-sommet "Libraries @ the Heart of the Information Society" la résolution arrêtée: - Proceedings of the IFLA Pre-World Summit Conference, Geneva, 3-4 Nov. 2003, The Hague, IFLA, 2003, 142 p.-

« Les bibliothèques contribuent ainsi, de façon significative, à combler le fossé numérique et l'inégalité d'accès à l'information qui en résulte. ...Elles peuvent faire plus avec peu d'investissements. Le retour sur investissement est au moins de 4 à 6 fois. »²⁰

3- Problématique de la virtualisation des Bibliothèques Universitaires Tunisiennes (BUT)

Dans ce contexte de plus en plus de crédits sont alloués pour l'amélioration des performances du réseau de communication et de traitement de l'information²¹. En dépit de l'" explosion " du nombre des étudiants submergeant les institutions universitaires tunisiennes, qui nécessiterait plutôt un investissement dans l'infrastructure de base (amphithéâtre, matériel pédagogique...) et dans l'élévation du niveau d'encadrement, les décideurs placent l'acquisition et l'implantation des équipements d'informatique parmi les priorités d'investissement.

Le projet d'informatisation des BUT, connu sous le nom BIRUNI (Bibliothèque Informatisée pour la Rénovation UNiversitaire), qui se situe dans le cadre du Programme National de Rénovation Universitaire (P.N.R.U.), financé par la Banque Mondiale(BIRD 3456 / TUN – PNRU)²². BIRUNI s'appuie sur le Réseau National Universitaire RNU. Afin de promouvoir des services de première qualité pour l'enseignement et la recherche il déploie les moyens informatiques les plus modernes pour permettre l'interrogation distante des bibliothèques, leurs interactions et favoriser les échanges entre elles.

Pour la gestion virtuelle des BUT, un logiciel VIRTUA(VTLS) performant a été acquis pour implanter un OPAC « on line public access catalog ». Le catalogue à accès public en ligne au du projet BIRUNI est considéré comme sa pierre angulaire. Ce catalogue est d'autant plus important que les bibliothèques universitaires renferment des fonds documentaires qui devraient comprendre les plus importants acquis de l'intelligence humaine(145 BUT Tunisiennes renferment presque 1 million de documents) et les résultats les plus intéressants de la littérature académique tunisienne(100 mille thèses et mémoires). La construction d'un catalogue a nécessité un travail de normalisation et de conversion rétrospective. Celle-ci repose sur le téléchargement et un système de conversion des notices des réservoirs bibliographiques(essentiellement en français, CD d'Electre et de la Bibliothèque Nationale de France BNF) à partir du numéro ISBN de monographie. La saisie directe des notices a été effectuée pour le fonds en langue arabe ou pour les ouvrages n'ayant pas de numéro ISBN. Cependant, malgré le lancement en 1996 du projet de la bibliothèque virtuelle de l'enseignement supérieur, le catalogue réalisé n'est qu'un modeste répertoire signalétique des œuvres monographiques latines. Seulement 13 % des références du fonds sont enregistrées selon le format Unimarc et sont devenues accessibles en ligne via catalogue collectif(130 mille notices bibliographiques, dont 25 mille en langue arabes²³).

²⁰ - Manifeste d'Alexandrie sur les bibliothèques, la société de l'information en action, Bibliotheca Alexandrina, le 11 Novembre 2005

²¹-Voir les deux plans quinquennaux de développement :le IX plan et le X plan

²² -Les données sur les BU sont le fruit des collectes que j'ai entamé tout le long du suivi du projet BIRUNI. Parmi les experts de l'équipe de lancement, j'étais opposé à sa mauvaise gestion, son accaparement par des informaticiens et des bureaucrates : « Infocrates », écarté je poursuivais la collecte de données en tant que chercheur et expert de la Banque Mondiale pour le projet « Bisrat » réseau des bibliothèques des institutions de recherche et d'enseignement supérieur agricole.

²³ - Jameleddine HAJRI.-Le réseau informatise des bibliothèques universitaires tunisiennes :Mirage ou réalité ? In : Colloque international:L'information numérique et les enjeux de la société d'information, ISD, Tunis, avril 2005

Le grand problème c'est que toutes les autres opérations documentaires, tels que le développement des collections , l'analyse étaient bloquées. Pire actuellement le catalogue OPAC n'est plus accessible²⁴.

3.1-Causes des défaillances

Pourquoi ce blocage ? parce que le virtuel n'est que la reproduction du réel. Les conditions des BUT sont loin d'être satisfaisantes et font que les raisons en sont diverses.

Ces bibliothèques manquent de mécanisme productif parce qu'elles se trouvent dans une situation de "carence absolue" : le manque du personnel compétent (les non-professionnels forment les deux tiers de l'effectif du personnel dans les BUT de la recherche et de l'enseignement supérieur agricole, et la moitié dans les autres BUT), l'indigence et la dégradation des fonds (moyenne de 2 à 30 ouvrages, plus de 250 dans certains pays développés alors qu'il devrait être selon la norme tunisienne²⁵ de 50 ouvrages par utilisateur universitaire) par rapport à l'accroissement des effectifs .

Les BUT accusent un retard dans le domaine de la collecte et du traitement de l'information et n'ont pas pu remplir leurs fonctions normales de gestion des ressources documentaires. Le résultat ne peut être qu'une représentation électronique misérable. Quand l'essentiel manque, l'image sur les réseaux miroirs ne peut être que terne.

-Usages limités

Dans ce contexte les BUT n'ont pas pu satisfaire les besoins grandissants des diverses catégories d'utilisateurs. Par manque de prospection et par méconnaissance, ils n'ont pas pu réaliser le décalage qu'ils ont contribué à approfondir entre eux et leurs usagers.

Quand on sait que les étudiants ignorent la bibliothèque universitaire traditionnelle les avancées du virtuel n'apportent plus grand chose et la recherche de l'information dans l'OPAC ne peut être que très limitée. Les données d'une enquête, à la faculté des sciences humaines et sociales de l'université Tunis I, ont démontrés que 57% des étudiants ne fréquentent jamais la BU de cette faculté , une des mieux lotie, n'en éprouvent même pas le besoin²⁶ .La majorité de nos étudiants se contente de photocopies et des notes de cours.

La faiblesse d'utilisation chez les étudiants littéraires des NTIC à l'université Tunisienne, internet et bases de données), et la médiocrité de leur usage chez les scientifiques révélées par l'enquête²⁷ du Projet National Mobilisateur(PNM) de recherche devraient approfondir la réflexion sur les usages des supports et les réseaux d'information .Dans notre contexte, il semblerait que les difficultés réelles sont moins d'ordre technologique (encore qu'elles existent²⁸) que socio-culturel et demanderaient une relecture des faits et des données .

²⁴ - Dans le site de Biruni <http://www.ckk.rnu.tn/biruni/> , le lien vers le catalogue ne répond plus de puis une année malgré que nous l'interrogeons de l'Intranet : http://193.95.34.57:8000/cgi-bin/gw_41_11/chameleon?lng=en&skin=biruni.

²⁵ - Mohamed ABDELJAOUED .-Les bibliothèques en Tunisie :Introduction à la mise en place d'un réseau national.- Tunis :Les éditions Salammbô,1988.- 277 p.

²⁶ - Mohamed ABDELJAOUED-. Bibliothèque universitaire de la faculté des sciences humaines et sociales de Tunis // BUER information , Vol. 8 et 9 (1994)

²⁷ -La jeunesse estudiantine et les nouvelles technologies de l'information . in : Culture , Société , et Nouvelles Technologies de l'Information ..-Tunis : CERDOJES,2001.p.p.251-304

²⁸ - le taux de pénétration d'Internet dans les pays du Sud est très faible notamment dans les pays Africains et les pays Arabes selon ITU Digital Access Index: World's First Global ICT Ranking ;

Quand les BUT n'arrivent pas à accomplir leurs devoirs, quand les habitudes de lecture et de la littératie ne sont pas ancrées chez les usagers, il faut craindre le pire. Le passage à vide pendant la période universitaire, quand elle n'est que virtuelle, quand elle est sans encadrement réel et présentiel, incite au renferment sur soi. Une jeunesse estudiantine, semi-lettrée et semi-ignorante des connaissances actuelles de l'humanité et de l'humanisme est vite polarisée par les fondamentalismes religieux.

-L'absence d'une structure permanente de coordination :

Pour cela les acquis réalisés grâce aux efforts de l'Etat dans ce domaine se trouvent sérieusement menacés. La plupart des études et des rapports²⁹ indiquent que la cause principale des difficultés est l'absence d'une structure permanente de coordination au niveau du Ministère de l'Enseignement Supérieur (MES).

Cette absence a provoqué un déficit permanent en données relatives aux BUT. Il est donc impossible d'envisager une évaluation correcte des BUT car les données et la comparaison statistiques entre les BU nationales et étrangères pour concevoir des indicateurs d'évaluation normative n'ont été collectés que rarement et d'une manière escamotée.

L'absence de structure retarde la promulgation des textes légaux et réglementaires organisant le secteur des BU (absence de statuts et règlements internes des BUT et défectuosité de sa structure administrative et les renonciations à la responsabilité de la bibliothèque...).

En effet, de nouveaux établissements universitaires sont créés sans bibliothèque et sans aucune planification pour la diffusion des informations scientifiques et techniques. L'absence de politique documentaire engendre un manque dans les ressources humaines et une indigence matérielles.

Cette absence de structure permanente occasionne des anomalies persistantes, citons entre autres :

- Le gâchis des ressources et la dispersion des fonds documentaires : bien que les dépenses destinées à acquérir les livres et les revues dépassent depuis 1996 les 4 millions de dollars, les ressources documentaires dans les bibliothèques universitaires restent très limitées. La dispersion est également contradictoire avec les dispositions du décret organisant les institutions de l'enseignement supérieur³⁰ et la définition de la BU qui indique l'existence d'une bibliothèque centrale au sein de l'université. Il est clair que la dispersion entraîne un éparpillement des projets et ne permet pas d'économies d'échelles.

- L'absence de coopération et de le manque d'un réseau des BU tunisiennes font que la coordination entre institutions universitaires est quasi inexistante. Une BU, renfermée sur elle-même et comptant uniquement sur ses propres moyens, ne peut en aucun cas satisfaire les besoins de ses utilisateurs. Dans les années 60 plusieurs réseaux de bibliothèques³¹ se sont naturellement constitués dans les pays développés afin d'assurer une dynamique collective en

la Tunisie se situant dans une position médiane avec un taux de 4, 50% selon le rapport du PNUD sur le développement humain dans les pays arabes, 2003

²⁹- Les plus importants rapports des experts étrangers tels que le rapport de l'Inspecteur Général des bibliothèques Françaises Gérard THIRION, en 1991, et le rapport de l'expert de la Banque Mondiale Mr. Alan HOPKINSON, en 1997, révèlent l'absence de coordination .

³⁰ - Décret N° 1939 daté du 14 décembre 1989 portant organisation des établissements universitaires.

³¹ - Association des Bibliothécaires Français.- Travailler ensemble : bibliothèques et réseaux, Colloque (1995, Saint Etienne) .- Paris, Ed. ABF, 1995

tissant des liens et en favorisant le partage, les années 80 verront la mise en place des réseaux électroniques .Ceux-ci reposant sur des principes documentaires de base, stipulent l'obligation de répartir les tâches et les fonctions tels que l'acquisition, le traitement, l'analyse et les services d'échange (par exemple : le prêt inter-bibliothèques).

- **L'insuffisance d'enregistrement** la production intellectuelle de la communauté universitaire: Les BUT et les services d'informations et de documentation n'ont pas pu traiter la majorité des thèses et des mémoires, il n'arrivent à les contrôler .Ils n'ont pas réussi à la faire connaître et de diffuser l'immensité du savoir contenu dans ces documents, qui ne sont que très rarement édités.

En effet, les BUT et le Centre National Universitaire de Documentation Scientifique et Technique (CNUDST)³² n'ont enregistré qu'une quantité infime de cette production (dans ce centre qui fonctionne depuis le début des années 80 seulement 5680 thèses universitaires ont été enregistrées sur le plan national alors que cela représente le produit d'une seule faculté). Les fichiers unifiés des thèses et des recherches en cours n'ont pas été réalisés par ces services d'information et de documentation.

Ces insuffisances nous permettent de comprendre que si les technologies virtuelles ne sont pas appliquées avec une gestion appropriée elles n'apporteront rien d'autre que confusion et erreur d'objectifs. Les grandes organisations internationales du néolibéralisme imposent des options numériques et connectiques alors que les bibliothèques classiques sont toujours insuffisamment outillées dans les universités du sud. La compensation par les équipements télématiques a trop souvent dérivé vers des politiques stériles : stratégies du « tape à l'œil », démobilitation des enseignants, mise à l'écart des syndicats et associations professionnelles capable de mener une véritable réflexion sur la promotion des usages.

D'autant plus que l'introduction des technologies virtuelles dans les pays du sud brouillent les pistes en offrant l'illusion de renversement de la logique de domination (Relation inégale entre chercheurs du Sud et ceux du Nord , relation Maître /Disciple). L'effet de virtualité inhérent aux diffractions du miroir ardent conduira, sans correction , à des leurres que l'on peut imaginer dans un monde immatériel. L'engouement aux NTIC, les fausses représentations comme conséquences de la virtualisation et de la médiatisation ne devraient pas conduire à la perte de repère et amener à des attitudes passives, dénuées d'esprit critique et de créativité.

La démarche n'est pas seulement d'éviter la foire des nouvelles technologies, même si c'est la priorité de diffuser partout dans le monde des NTIC, sans se soucier des coûts, mais de démontrer que ces équipements télématiques ne règlent rien à eux seuls.

Les technologies virtuelles ne peuvent porter leurs fruits dans un contexte qui ne leur est pas propice. Elles donnent les meilleurs résultats dans des conditions de planification stratégique s'appuyant sur l'expérience, l'environnement et la coopération internationale.

4- Le passage à la connectivité par la production locale des connaissances

Le saut des étapes dans l'insertion des nouvelles technologies de l'information et leur transfert ne peut conduire qu'à des revers. L'information est passée à la virtualisation c'est-à-

³² -Le décret N° 2241 daté du 11 octobre 1999 portant organisation du CNUDST, lui attribue la mission d'abriter la bibliothèque virtuelle de la recherche

dire à l'utilisation des réseaux sans l'évaluation des phases précédentes La numérisation, parcours indispensable pour la capitalisation des contenus étant omise.

Pour remédier à cette omission un chantier au niveau national de numérisation doit être engagé rapidement pour que le bond vers le virtuel n'aboutisse pas à une chute, et à une fracture numérique. L'objectif est de faire connaître et de diffuser le savoir local contenu dans les thèses, mémoires et cours qui ne sont que très rarement édités.

Cette numérisation ne s'implante pas dans un vide social et organisationnel, mais elle est portée par des acteurs devant s'orienter dans des situations spécifiques, en prise avec des logiques d'action et de cheminement, actualisant ou mettant en œuvre des compétences, des opportunités, des stratégies. Lesquelles devraient tenir compte des possibilités environnementales et organisationnelles.

Les objectifs de restructuration des BUT pourraient être simplement repris par trois mots d'ordre: Réorganisation, Capitalisation et Numérisation.

4.1-La réorganisation :

La réorganisation est le facteur essentiel de l'évolution et de la réussite des services documentaires du BUT. C'est une nécessité primordiale car on ne peut pas concilier des technologies de pointe avec des méthodes de travail caduques.

La réorganisation devrait tenir compte de l'environnement et du contexte, de la situation de l'unité documentaire dans l'administration de tutelle et des moyens humains et financiers. Ce sont les principaux facteurs qui conditionnent l'efficacité des services des BU.

- L'environnement défavorable

Une bonne perception de l'évolution des environnements technologiques, économiques, juridiques, sociologiques ou culturels assurerait l'adaptation au contexte nouveau lequel est caractérisé par des difficultés énormes. Les contradictions dans lesquelles Les BU du Sud évoluent témoignent des limites du modèle actuel :

-Massification du nombre des étudiants/ Déclin des financements, déficit important en personnel et dégradation des services

-Explosion de la masse documentaire/ Réduction d'acquisition d'ouvrage, annulation en masse des abonnements aux périodiques dues à l'augmentation du prix des publications savantes.

-Diversification des supports/Manque d'outils de traitement et de normalisation

-Défense de la liberté d'accès à ces ressources/ respect des licences et des droit d'auteurs et des fournisseurs

Face à ces contradictions les BU sont obligées de s'ouvrir à de nouveaux modèles organisationnels. Les bibliothèques apportent une meilleure attention aux besoins des usagers, s'adaptent aux mutations des nouvelles technologies de l'information et s'intéressent à la qualité des services et aux indicateurs de performance en vue d'établir des mécanismes d'analyse de la rentabilité des produits en fonction de leur utilisation.

L'importance de l'aspect organisationnel est due au fait que l'on avait constaté, en ce qui concerne le personnel, un degré de conscience des charges et des qualifications encore trop inégales.

-Développement des ressources humaines nécessaires à la mise en œuvre du réseau de BUT

L'un des acquis de BIRUNI est la formation et le recyclage des professionnels qui ont démarré en 1997-98 par le lancement d'un troisième cycle « DESS » en « Management des bibliothèques ». Il a abouti au recrutement de 43 gestionnaires des BUT . Le recyclage de 287 agents d'exécution a été effectué en techniques documentaires, pour permettre une mise à niveau des services d'exécution. Cependant cet effort s'est arrêté en 2000. Le manque de qualifications et d'efficacité constaté chez le personnel des BUT, examinées lors des enquêtes, ne sera résolu que par une formation continue et statutaire des compétences et la promulgation des promotions professionnelles propres à consolider les cadres scientifiques du réseau.

Une formation documentaire pour les usagers

D'ailleurs chaque établissement de formation ainsi que chaque unité de recherche est concerné par la mise à niveau pour assurer une meilleure insertion des BU dans l'environnement de ses potentiels usagers .Pour cela une formation documentaire et informationnelle globale, largement méthodologique est à intégrer dans tous les cursus d'enseignement supérieur, dans tous les projets pédagogiques.

L'intégration de ce volet documentaire et informationnel dans les enseignements universitaires disciplinaires ou méthodologiques, et son adaptation aux spécificités de chaque discipline inclut des aspects aussi variés que la prise de conscience et la formulation du besoin informationnel, la connaissance de l'espace informationnel, l'utilisation des ressources documentaires, la critique et l'évaluation de l'information, son exploitation...

Cette formation concerne trois catégories de ressources humaines qui existent dans les établissements de l'enseignement et les unités de recherches:les enseignants chercheurs ,les étudiants , les autres techniciens et professionnels .

4.2 Capitalisation

L'évolution des collections et des traitements a été très lente et ne semble pas suivre le même rythme que le développement des savoirs technologiques et de la recherche dans le domaine. Les collections demeurent insuffisantes et ne peuvent satisfaire les besoins exprimés par les utilisateurs. Au rythme actuel, il faudrait un effort gigantesque pour couvrir les besoins réels et potentiels des usagers des établissements d'enseignement et de recherche dont le nombre la est estimé en 2010, à 548 699 usagers. En effet, de part les moyens limités dont disposent les BUT, il serait difficile d'envisager l'acquisition d'une quantité de documents aussi importante, même sur une longue période .

***Développement des collections et fédération des outils de repérage**

Pour notre orientation, il s'agit essentiellement de mieux exploiter les moyens disponibles. La centralisation du signalement du fonds et la mise en commun dans un même catalogue augmenteront l'accessibilité. Compte tenu de l'importance de la mise en place d'un catalogue collectif et de son apport pour la conservation de l'information, ainsi que sa contribution à la lutte contre la perte des documents et l'éparpillements du fonds, il est urgent de mettre en commun les ressources et de grouper les efforts pour atteindre les normes reconnues au niveau international .

Par conséquent il est crucial de ne négliger l'apport d'aucune unité documentaire existante .Il ne faut en aucun cas évacuer les bases accumulées sous la même tutelle (Ministère de l'Enseignement Supérieur MES) et sous la tutelle de l'administration de la recherche.

***Aspect institutionnel :** la dispersion des ressources est due à la subdivision des administrations de la recherche et de l'enseignement supérieur qui sont généralement séparées en deux tutelles différentes –actuellement deux ministères , mais parfois elles sont

regroupées sous la même tutelle- Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche , toutefois les fonds restent nettement distincts.

La solution recommandée stipule la cohérence des ressources documentaires par la fédération des catalogues et de la mise en valeur par l'acquisition et le traitement des documents .

Le développement des collections des BUT est axé autour de la capitalisation des contenus.

Ceci nécessite l'élaboration d'une politique et des procédures d'achat en **consortium** comme celle qui existe dans la plupart des BU des pays développés . Elle donne une force de négociation face au pouvoir grandissant des multinationales de l'édition et de la diffusion.

-Fédération de catalogues et établissement d'un système intégré d'information bibliographique

Cette réorganisation part du souci de prendre en compte la diversité des pratiques locales tout en assurant la cohérence intellectuelle du travail collectif. Une nécessaire harmonisation des pratiques et des méthodes selon les mêmes procédures qui permettent de regrouper dans un catalogue collectif tous les fichiers désunis dans un système d'information unique autorisant la consultation en ligne. Une intégration de toutes les bases de données bibliographiques et factuelles de toutes les BUT et du CNUDST devient prioritaire. Il en va de même pour l'adoption des logiciels libres de droit conçus selon la logique des groupes de production. Une multitude de logiciels ou partagiciels, créés souvent par des universitaires, sont disponibles sur les réseaux selon les règles d'acquisition propres à ce type d'outils. Il s'agira, dans un premier temps, de réaliser un inventaire et une analyse des produits scientifiques. La compilation, après validation des notes de recherche et des fiches techniques dans des « collectifs » ou « groupware » devrait permettre une meilleure circulation des travaux de recherche. De nombreuses bases de connaissance sont structurées et disponibles, mais éparpillées dans le monde. Il s'agit de les identifier, de les localiser afin de les mettre à la disposition de la communauté scientifique.

En dépit de ces propos, il convient toutefois d'indiquer que le chemin à parcourir pour atteindre le niveau auquel sont parvenus aujourd'hui certaines BU du Nord sera long et vraisemblablement sinueux. L'implication commerciale des bibliothèques universitaires américaines³³ et européennes dans les projets de numérisation des livres de Google Print et de Yahoo a démontré l'importance capitale des industries multinationales du contenu. Crescendo le savoir est devenu un bien marchand, et les géants du Web veulent s'approprier son organisation et sa conception.

Conclusion

La démarche de mise à niveau des BU du Sud bute sur de réelles difficultés qui, pour l'essentiel, sont moins d'ordre technologique (encore qu'elles existent) et plus de nature politique et culturelle .Pour cela l' étude des aspects sociologiques doit accompagner l'insertion technologique dans les pays en développement . Les études sociologiques des usages culturels s'attachent à mettre en évidence les facteurs de différenciation et démontrent les mécanismes d'appropriation .

Elles permettent surtout de gérer des normes et des valeurs contradictoires, des conséquences et avenir incertains, et une connaissance de base évolutive.

³³ - Open Content Alliance (OCA) est le projet de Yahoo, Son consortium compte parmi ses membres les bibliothèques de l'Université de Toronto et de l'Université de Californie. Les membres d'OCA travailleront à la numérisation de quelque 18.000 ouvrages de la littérature américaine choisis par l'Université de Californie.